

DGM

N° 36/CA du répertoire

N° 2013-17/CA du greffe

Arrêt du 10 avril 2013

Affaire : IBIKOUNLE Karamatou  
assistée de Maître Prosper AHOUNOU

C/

COMMISSION ELECTORALE CONSULAIRE  
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET  
D'INDUSTRIE DU BENIN (CEC-CCIB)

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 31 janvier 2013, enregistrée au greffe le 5 février 2013 sous le n°109/GCS, par laquelle madame IBIKOUNLE Karamatou, assistée de maître Prosper AHOUNOU, son conseil, a saisi la chambre administrative de la Cour suprême d'un recours en invalidation et en rectification des listes électorales consulaires ;

Vu le courrier N°482/GCS du 11 février 2013 par lequel la requérante a été mise en demeure d'avoir à consigner ;

Vu le courrier N°483/GCS du 11 février 2013 par lequel la requérante a été invitée à procéder à la formalité d'apposition de timbres fiscaux ;

Vu la lettre n°484/GCS du 11 février 2013, par laquelle la requête et les pièces susvisées ont été communiquées au président de la commission électorale consulaire de la chambre de commerce et d'industrie du Bénin (C.C.I.B.) pour ses observations ;

Vu la correspondance en date du 14 février 2013 enregistrée au greffe de la Cour suprême le 18 février 2013 sous le n°169/GCS, par laquelle le président de la commission électorale consulaire a fait parvenir ses observations ;



Vu la lettre n°0638/GCS du 25 février 2013 par laquelle le mémoire en réplique du président de la commission électorale consulaire a été communiqué à la requérante pour ses observations ;

Vu le courrier en date 4 mars 2013 enregistré au greffe de la Cour le 5 mars 2013 sous le n°223/GCS par lequel maître Prosper AHOUNOU a fait parvenir le mémoire ampliatif en contre réplique de la requérante ;

Vu la consignation légale payée et constatée suivant le reçu n°4416 du 13 février 2013 délivré au nom de la requérante par le greffier en chef de la Cour ;

Vu la loi n°92-022 du 06 août 1992 portant institution d'une Chambre de Commerce et d'Industrie en République du Bénin ;

Vu le décret n°2012-486 du 06 décembre 2012 portant approbation des statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin ;

Vu l'arrêté n° 059/MICPME/DC/SGM/DGCI/CTJ/SA du 28 décembre 2012 portant fixation de la liste des pièces constitutives de dossiers ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller-rapporteur **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où le Procureur général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que la requérante par l'organe de son conseil maître Prosper AHOUNOU expose qu'elle est opératrice économique, gérante de la société CHERIKA OLUWATOYIN et en cette qualité éléctrice de la catégorie A pour les élections consulaires 2013 de la chambre de commerce et d'industrie du Bénin (C.C.I.B.) ;



Que dans le cadre du processus des opérations électorales, la commission électorale consulaire, organe en charge de la gestion desdites élections a établi et publié les listes provisoires des électeurs et des candidats conformément à l'article 80 des statuts de la C.C.I.B. ;

Que d'une part, à l'examen des listes publiées, il lui est apparu qu'elles ont été établies en violation de l'article 62 des statuts de la C.C.I.B. et des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel n°059/MICPME/DC/SGM/DGGI/CTJ/SA du 28 décembre 2012 portant fixation de la liste des pièces constitutives du dossier pour être membre du collège électoral appelé à élire l'Assemblée Consulaire de la C.C.I.B. ; que c'est le cas des nommés AGBESSI Charles Rock, AGBOMENOU Adjilé Thérèse, AKAKPO-DRAN Christine, AKPAKPA épouse DOSSOU Mondoukpè, AKAKPO Julien, ADEKAMBI Moutabili, ADO Emmanuel, ALLAGBE A. Emmanuel, ALAMOU Kolawolé, AMOUSSOU Coovi Martial Hervé, AMOUSSOU E. Natali, AMOUZOUN Mathias, ANATO K. J. Guillaume, ANAGO Erick Vidjennanyin, AWE Zakarie, BADOU Louis, BONI Chabi Adam, BOUKO Georges, CHABOUA Dedonougbo Esaie, CHINKOUN Dimitri Ghislain, DJANGBO B. A. Elie, EMEVEGNI Dominique, GBEDOE-ZOUN Ekoué Moïse, GBAGUIDI Yétonджи Stève Florès Dénagni, GBEKE A. Clautilde Doris, GBODO K. Norbert, AKPO Germaine, ALAPINI Pélagie Renée, ALASSANE Chérifou Dine, ALAZA Youssoufou, ALEDJI Wahab I., ALI SOUMANOU Imourana, ALIA Mahougbé Herveline, AMOUDOU épouse SEGLA Fousséna, AMOUSSOUGA PADONOU Euphrasie Juliette, ANANOU Carole, ANIHOUVI Vihanou Robert et SANNA Oly Fousséni ;

Que d'autre part, les dossiers de plusieurs électeurs ne remplissant pas les conditions d'ancienneté et de critère d'appartenance aux catégories de secteur exigées ont été validés en méconnaissance totale et délibérée desdites conditions ; il en est ainsi :

-dans la catégorie A, de ABDOU Mama, ABOULAYE Bouraïma, ABLO Edwige, AGBESSI Charles Rock, AGBETOU Asséré Charles, AGBOMENOU Adjilé Thérèse, AKAKPO-DRAN Christine, AKPAKPA épouse DOSSOU Mondoukpè, AKAKPO Julien, ADEKAMBI Moutabili, ADO Emmanuel, AKPOVO Aurore Georgia, ALLAGBE A. Emmanuel, ALAMOU Kolawolé, AMOUSSOU Coovi Martial Hervé, AMOUSSOUGA E. f

Natali, ANAGO Erick Vidjennanyin, AWE Zakarie, BAKPE Evariste, BANI Gandé Bio, BONI Chabi Adam ;

-dans la catégorie B, de ABOUDOU Karamatou, ADANVE Akouègnon Jeanne Sidonie, ADJAMONSI O. Brice, ADJE C. Antoinette et GNANSSOUNOU David ;

Que les listes provisoires des électeurs publiées le 25 janvier 2013 dans le numéro spécial du quotidien national « LA NATION » contreviennent à la loi et méritent correction et mise à jour conformément aux textes en vigueur ;

Considérant que la requérante fonde son recours sur la violation par la commission électorale consulaire de l'article 62 des statuts de la C.C.I.B. et des articles 1 et 2 de l'arrêté n°059/MICPME/DC/SGM/DGCI/CTJ/SA du 28 décembre 2012 portant fixation de la liste des pièces constitutives du dossier pour être membre du collège électoral appelé à élire l'Assemblée Consulaire de la C.C.I.B. d'une part et la méconnaissance par cette commission des conditions d'ancienneté et de critères d'appartenance aux catégories de secteur exigées pour les électeurs d'autre part ;

Considérant que la commission électorale consulaire quant à elle conclut d'une part à l'irrecevabilité en la forme du recours de IBIKOUNLE Karamatou au motif que les listes d'électeurs et de candidats publiées le 25 janvier 2013 dans le journal « LA NATION » sont provisoires et sont en voie d'être apurées, un recours ne peut donc être envisagé à cette étape ;

Que d'autre part, elle sollicite le rejet des demandes de la requérante au fond, en raison de l'apurement des listes qui est en cours et qui est susceptible de voir le recours devenir sans objet ;

Considérant que le Procureur général près la Cour suprême demande à la Haute Juridiction de se déclarer incompétente motif pris de ce qu'aucune loi dans l'ordonnancement juridique actuel ne lui confère des prérogatives en matière de contentieux électoral consulaire ;

#### **En la forme**

#### **Sur la compétence de la Chambre administrative**

Considérant toutefois qu'il ressort des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi 92-022 du 06 août 1992 portant



institution d'une chambre de commerce et d'industrie en République du Bénin et de celles de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la chambre de commerce et d'industrie du Bénin approuvés par décret n°2012-486 du 06 décembre 2012, que la chambre de commerce et d'industrie du Bénin « est un établissement public jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière » ;

Considérant qu'à l'analyse, la chambre de commerce et d'industrie du Bénin reste un organisme administratif investi d'une mission de service public dans un but d'intérêt général ;

Que de l'examen des statuts ci-dessus cités, il ressort que la commission électorale consulaire en charge de l'organisation de l'élection consulaire, au titre de l'année 2013, a également reçu plein pouvoir aux fins de l'exécution d'une mission de service public ;

Que partant la commission électorale consulaire reste sous la tutelle de l'autorité publique, en appliquant dans le strict respect toute la réglementation édictée dans le cadre de l'élection consulaire ;

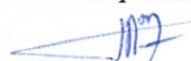
Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les actes de ladite commission constituent des actes administratifs susceptibles du contrôle de la légalité dévolu au juge administratif ;

Que partant toute violation de la réglementation en vigueur dans le cadre de l'élection consulaire doit être déférée à la censure du juge administratif de la Haute Juridiction ;

Qu'il échet dans ces conditions de déclarer la chambre administrative de la Cour suprême compétente pour connaître du présent recours ;

### **Sur la recevabilité dudit recours**

Considérant que le président de la commission électorale consulaire conclut à l'irrecevabilité du recours de IBIKOUNLE Karamatou au motif que les listes publiées dans le cadre de l'établissement des listes des électeurs et des candidats sont provisoires et ne deviendront définitives qu'après leur apurement du fait des réclamations faites par les opérateurs économiques ; qu'un recours en direction de la Cour suprême à l'étape actuelle du processus d'établissement de la liste est prématuré et inopportun.




Considérant qu'aux termes de l'article 80 alinéas 3, 4, 5 et 6 des statuts de la C.C.I.B. « .....La commission établit la liste électorale et délivre les cartes d'électeurs dans un délai de dix (10) jours en se prononçant sur la régularité de chaque dossier.

Elle dresse un procès-verbal d'inscription sur les listes électorales.

Les listes ainsi arrêtées sont publiées, à la diligence de la chambre, dans tous les bulletins d'annonces légales de la République du Bénin et placardées aux portes des mairies et chefs lieux des communes, au siège de la chambre et dans les secrétariats administratifs des régions. Cette publication vaut notification aux électeurs de leur inscription ou omission.

Dans un délai de sept (07) jours à compter de la date de publication de la liste électorale, les contestations relatives à l'établissement de la liste sont portées devant la chambre administrative de la Cour suprême ou toute juridiction qui lui sera substituée..... » ;

Considérant que des dispositions ci-dessus citées, il est établi que la commission n'établit les listes électorales à publier et ne délivre les cartes d'électeurs qu'après s'être prononcé sur la régularité de chaque dossier ; que les contestations relatives à l'établissement des listes relèvent de la compétence de la chambre administrative de la Cour suprême ;

Que la commission, avant l'établissement des listes, la délivrance des cartes d'électeurs et la publication desdites listes, doit se prononcer sur la régularité de chaque dossier ; qu'aucune disposition textuelle ne l'autorise à établir et publier une liste provisoire après avoir délivré les cartes d'électeurs ;

Considérant qu'aux termes de l'article 86 des statuts de la C.C.I.B. « La publication de la liste des candidats remplissant les conditions d'éligibilité se fait dans les mêmes conditions que pour la liste électorale.

Les contestations relatives à l'enregistrement ou au rejet d'une candidature se font dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'inscription sur les listes électorales. » ;

Que la requérante est en droit de saisir la chambre administrative de la Cour suprême des contestations contre

les listes d'électeurs dites « provisoires » publiées par la commission le 25 janvier 2013, comme l'atteste le quotidien national d'information spécial « LA NATION » ;

Mais considérant que la requérante, en introduisant son recours le 4 février 2013 contre des listes publiées le 25 janvier 2013, n'a pas respecté le délai de sept (7) jours prévu par l'article 80 alinéa 5 des statuts de la C.C.I.B. qui dans le cas d'espèce est expiré le 1<sup>er</sup> février 2013 ;

Qu'il y a lieu de déclarer son recours irrecevable ;

**Par ces motifs,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : La chambre administrative de la Cour suprême est compétente pour connaître du recours en invalidation et en rectification d'inscription sur les listes électorales introduit par IBIKOUNLE Karamatou

**Article 2** : Est irrecevable le recours de IBIKOUNLE Karamatou en date à Cotonou du 31 janvier 2013 enregistré le 04 février 2013 sous le n°0339 au secrétariat administratif de la Cour suprême et tendant à l'invalidation d'inscription sur les listes électorales et à la rectification des listes électorales au titre des élections consulaires de 2013

**Article 3** : Les frais sont mis à la charge de la requérante.

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA**, conseiller à la chambre administrative,

**PRESIDENT;**

**Eliane R. Ginette PADONOU**

**Et**

**Etienne FIFATIN**

**CONSEILLERS ;**






Et prononcé à l'audience publique du mercredi dix avril deux mille treize, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Aristide L. DEGUENON**, Avocat général,

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**,

**GREFFIER ;**

Et ont signé :

Le président-rapporteur,

Greffier,



**Jérôme O. ASSOGBA**



**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**